

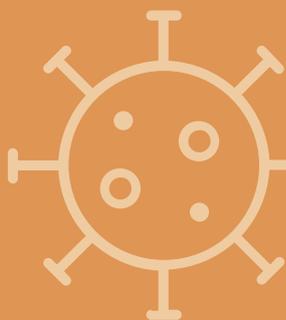
L'impact de la crise du Covid-19 sur les communautés pastorales

Une vulnérabilité aggravée
dans un contexte de crises multiples



Sommaire

Contexte	2
Le système de suivi du RBM sur les impacts de la Covid-19 sur les communautés pastorales	3
1. Les mesures publiques de lutte contre le coronavirus ont fortement perturbé la mobilité du bétail	4
2. Après quelques tensions, les conditions d'alimentation et d'abreuvement du bétail se sont améliorées	5
3. Les marchés à bétail sont restés ouverts mais l'activité a été affectée par les restrictions de déplacement	6
4. Le secteur pastoral a été peu pris en compte dans les plans de soutien adoptés par les pouvoirs publics	7
5. Malgré des campagnes de sensibilisation efficaces, on observe un relâchement dans le respect des mesures barrières en milieu éleveur	8
6. L'insécurité reste le principal obstacle à la transhumance	9
7. L'interruption de la mobilité des troupeaux engendre des impacts et des risques multiples	10
Recommandations	11



La propagation de la Covid-19 dans un contexte de crises multiples

La pandémie de la Covid-19 a fait son apparition au Sahel et en Afrique de l'Ouest dans un contexte déjà marqué par une accumulation de **crises multiples et récurrentes** (intensification des aléas climatiques, accentuation des antagonismes liés à l'accès aux ressources naturelles, instabilité socio-politique et expansion du terrorisme).

Les difficultés découlant de ces crises à répétition ont été **aggravées par la brusque escalade des risques** provoquée par l'arrivée du coronavirus qui s'est répandu en l'espace d'un mois sur l'ensemble des seize pays ouest-africains.



Des mesures qui impactent les communautés pastorales déjà vulnérables

Dans le souci d'endiguer la pandémie, les gouvernements de la plupart des pays de la région ont adopté des plans de riposte. Bien qu'étant justifiées par des impératifs sanitaires, les mesures publiques de confinement total ou partiel, ainsi que les décisions de restriction des déplacements et de fermetures des marchés ont entraîné des **impacts socio-économiques** importants qui ont affecté les conditions de vies des communautés pastorales et agropastorales, ainsi que les activités d'élevage.

Par ailleurs, l'expansion de la pandémie s'est accompagnée de **risques sanitaires** accrus pour les familles d'éleveurs, compte tenu du déficit d'infrastructures d'approvisionnement en eau potable, des conditions de vie précaires dans les camps des personnes déplacées, et de l'absence d'offre de services sanitaires dans les zones pastorales.

Plus d'un an après la propagation du coronavirus en Afrique de l'Ouest, il est essentiel de pouvoir comprendre et mesurer les impacts de cette crise sur les communautés pastorales.



Une synthèse illustrée autour de 7 idées clés

Cette synthèse illustrée apporte des **éléments d'éclairage** sur l'impact de la crise du Covid-19 sur les communautés pastorales, autour de 7 idées clés.

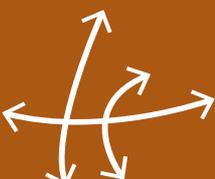
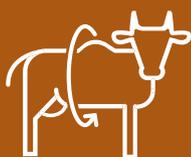
Si elle souligne que les mesures de riposte à la covid-19 ont affecté les conditions de vie des éleveurs et des éleveuses qui ont dû adapter leurs stratégies de résilience, il n'est pas toujours aisé de **dissocier les impacts** liés à la pandémie du coronavirus d'autres contraintes (insécurité, changements climatiques, autres décisions des pouvoirs publics, etc.). Les informations collectées auprès des éleveurs montrent notamment que l'insécurité reste aujourd'hui le principal frein à la mobilité pastorale.

La synthèse illustrée s'appuie sur les données et les analyses collectées entre mai 2020 et février 2021 par le RBM dans le cadre du **système de suivi** des impacts de la pandémie de la Covid-19 sur les ménages pastoraux et agropastoraux (voir page suivante).

Le système de suivi sur les impacts de la pandémie de la Covid-19 sur les ménages pastoraux et agropastoraux a été mis en place par le RBM et ACF, avec l'appui d'autres partenaires (OIM, Care, GIZ). Il s'appuie sur des dispositifs existants (veille informative, alerte/prévention des conflits, cartographie/ mapping des mouvements de transhumance). 351 relais ont également été mis à contribution pour remonter des informations, de façon hebdomadaire, à travers la plateforme d'analyse publique.

Découvrir le dashboard : <https://cutt.ly/NROuzzY>

Le système de suivi fournit des informations sur :

 <p>L'état des ressources fourragères, la disponibilité des aliments du bétail et les tensions autour des points d'eau</p>	 <p>Les mouvements des animaux, les zones de concentration des troupeaux, et les éleveurs et animaux bloqués sur le terrain</p>	 <p>Le fonctionnement des marchés à bétail, les transactions commerciales et l'évolution des prix des animaux et des céréales</p>
 <p>L'état d'embonpoint des animaux</p>	 <p>Les appuis extérieurs fournis au secteur pastoral</p>	 <p>Le niveau de respect des mesures barrières en milieu éleveur et l'impact des campagnes de sensibilisation</p>

La zone de couverture comprend des sous-espaces pastoraux dans neuf pays ouest africains où interviennent des organisations membres du RBM (voir carte ci-dessous).



Carte 1 - Zone de couverture du dispositif du RBM de suivi des impacts de la pandémie de la Covid-19 sur les ménages pastoraux et agropastoraux

Source : RBM, 2020

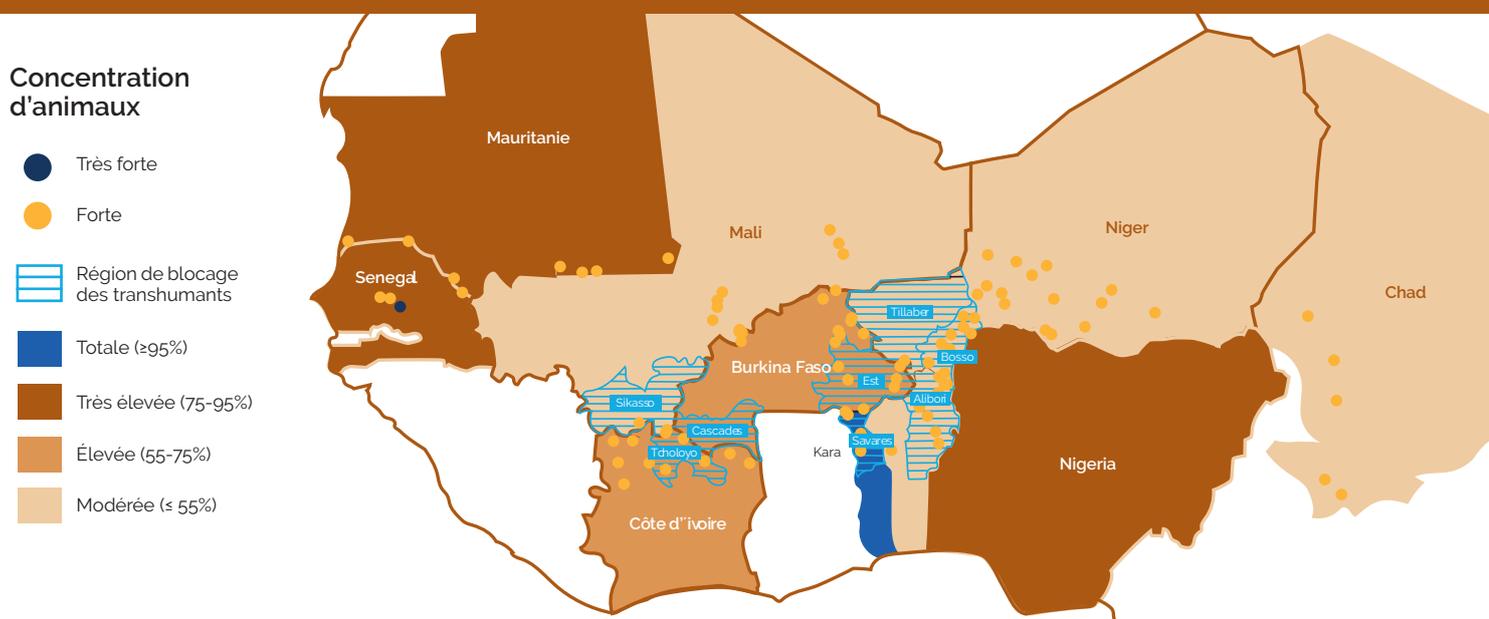
Les mesures publiques de lutte contre le coronavirus ont fortement perturbé la mobilité du bétail

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, les décideurs politiques des différents pays ouest-africains ont adopté des mesures publiques de confinement, de restriction des déplacements, de fermeture des marchés, etc. La réduction des mouvements du bétail a été l'une des principales conséquences engendrées par l'application de ces mesures.

L'impact a été plus ou moins fort selon les pays, en fonction du degré d'application des mesures restrictives. On peut distinguer ainsi trois groupes de pays :

- les pays côtiers dans lesquels l'application des mesures restrictives a été stricte (Togo) ou relativement rigoureuse (Côte d'Ivoire) ;
- les pays sahéliens qui ont eu une application moins stricte des mesures publiques de lutte contre la pandémie de la Covid-19 (Niger et Burkina Faso par exemple) ;
- les pays qui ont procédé à une application non contraignante des mesures publiques (la Mauritanie par exemple).

La carte ci-dessous montre la réduction des mouvements de bétails en fonction des pays ainsi que les zones de blocage des transhumants de novembre à décembre 2020.

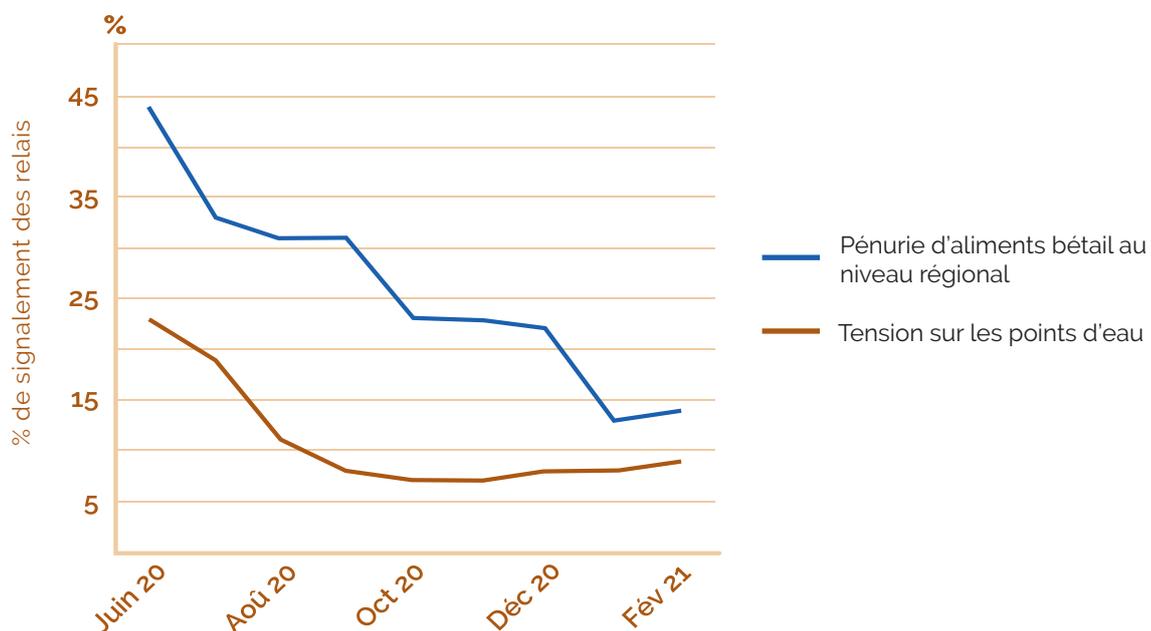


Carte 2 - Concentration d'animaux et zones de réduction de mouvements et de blocage des transhumants de Novembre à Décembre 2020

Source : Consortium ACF-RBM, 2021

De nombreux transhumants se sont trouvés bloqués dans des espaces transfrontaliers sans pouvoir continuer vers leur destination finale, ni rebrousser chemin et ont contribué à accroître fortement la pression exercée sur les ressources pastorales disponibles localement. En février 2021, on recensait 12 378 éleveurs et 441 650 animaux bloqués dans les zones transfrontalières en raison de la Covid-19.

Après quelques tensions, les conditions d'alimentation et d'abreuvement du bétail se sont améliorées



Graphique 1 - Pénuries d'aliments bétail et tension sur les points d'eau pastoraux entre mai 2020 et février 2021

Source : Consortium ACF-RBM, 2021

Des pénuries localisées et de courte durée des intrants alimentaires ont été observées à partir de mai 2020. La Covid 19, avec les restrictions de déplacement, a en effet impacté la production d'aliment bétail et son acheminement vers les marchés. Néanmoins, la bonne pluviométrie hivernale a permis d'éviter les scénarii pessimistes dans l'ensemble de la zone, à l'exception de certaines situations particulières (cas de figure du Togo, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Tchad).

De manière globale, l'état d'embonpoint des animaux est perçu comme passable. Dans certains pays, la baisse de la mobilité du bétail a contribué à détériorer l'état général des animaux. Au Nigeria notamment, la situation est assez inquiétante (l'état des animaux est jugé critique par 50% des relais et médiocre par 50% des relais en janvier-février 2021).

Des tensions sur les points d'eau à usage pastoral ont été observées (en particulier au Burkina Faso et en Mauritanie) à partir de mai 2020. Ces tensions se sont progressivement atténuées entre juillet et décembre 2020, avec l'arrivée des pluies. La quasi-totalité des éleveurs ont accès à des points d'eau dans leur zone de résidence, mais ces points d'eau ne sont pas suffisants pour approvisionner correctement l'ensemble du bétail présent dans la localité.

L'abondance des précipitations pendant la saison des pluies 2020 a favorisé une forte régénération des pâturages et la disponibilité de quantités importantes de ressources en eau de surface. Cependant, le passage répété des feux de brousse constaté dans plusieurs zones dès le début de la saison sèche menace la disponibilité des ressources alimentaires du bétail à l'approche de la prochaine soudure pastorale.

Les marchés à bétail sont restés ouverts mais l'activité a été affectée par les restrictions de déplacement

Les marchés à bétail sont restés ouverts de façon presque constante. Dans la plupart des pays côtiers, les marchés qui avaient été fermés en application des mesures sanitaires ont rouvert dès juillet 2020.

Cependant, la restriction des déplacements a impacté l'activité des marchés (baisse de l'affluence des vendeurs et des acheteurs). La mévente des animaux a durement affecté les éleveurs - en particulier au moment où les familles d'éleveurs avaient un besoin de trésorerie pour acheter les provisions nécessaires (denrées alimentaires, aliments bétails, intrants vétérinaires, etc). Les multiples activités connexes exercées sur les marchés à bétail (vente d'aliment bétail et de cordes, restauration) ont également subi une interruption. Des stratégies et tactiques d'adaptation ont été développées par les acteurs de la filière du commerce du bétail.



Témoignages

"Le marché de Matéri n'est pas fermé, mais il ne donne plus vraiment depuis près d'un an, à cause de la fermeture des frontières. [...] On ne peut travailler que par fraude."

(Propos d'un responsable du comité de gestion du marché de Matéri, Bénin)

"Notre marché à bétail n'a pas été fermé en dépit des problèmes posés par la crise sanitaire. Mais, il y a eu une forte baisse de fréquentation des vendeurs et des acheteurs, ainsi qu'une augmentation du prix des animaux. [...]"

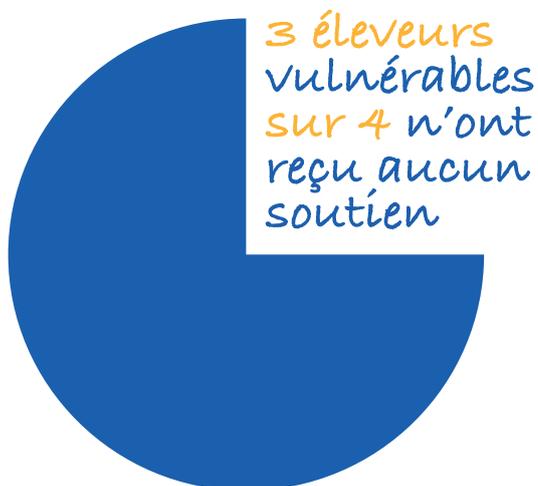
Pour faire face à cette situation, les gens ont utilisé des stratégies de débrouillardise qui consistent à convoier les animaux à pied en passant par la brousse pour atteindre le marché ; ce qui permet d'éviter les contrôles au niveau des postes frontaliers. D'autres commerçants vont acheter directement les animaux dans les villages et les campements des éleveurs, sans passer par le marché à bétail. Quant aux gestionnaires du marché, ils ont négocié avec les autorités et les forces de l'ordre, en promettant de faire respecter les gestes barrières par toutes les personnes qui fréquentent le marché."

(Propos de vendeurs et de commerçants de bétail, marché d'Agbassa au Togo)



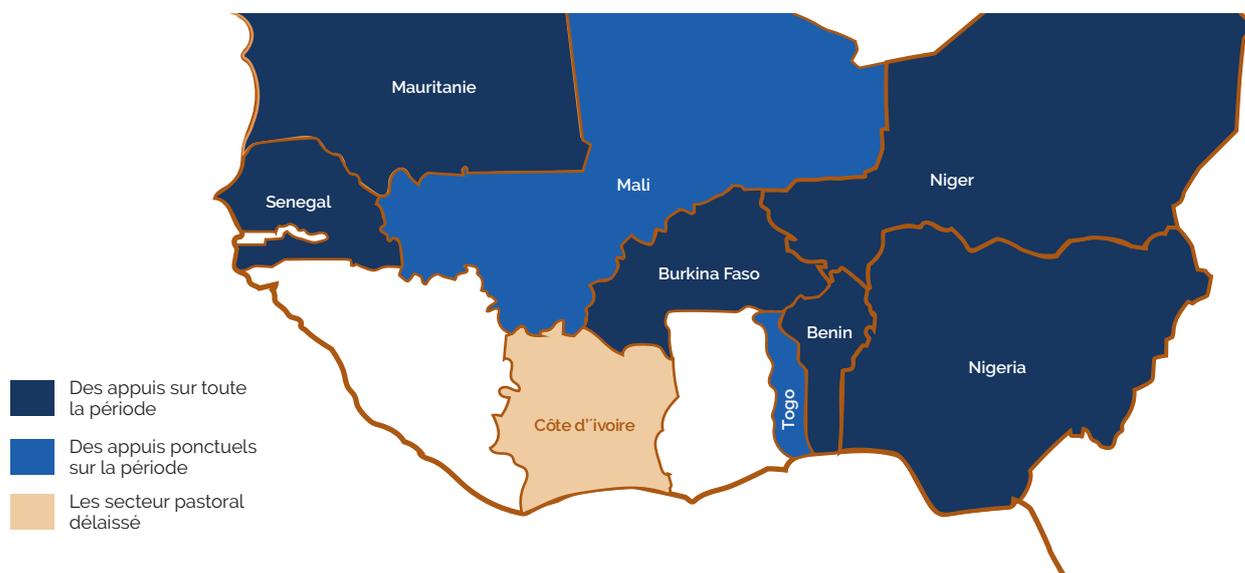
L'augmentation des ventes d'animaux à la veille des grandes fêtes et le prix relativement élevé des caprins tout au long de l'année ont joué un rôle central dans la résilience des familles d'éleveurs. La vente des caprins constitue pour les éleveurs une première ligne de défense permettant d'éviter le basculement dans la précarité. Pour les ovins, en revanche, leur prix de vente sur le marché a été moins favorable que celui des caprins dans plusieurs pays (Tchad, Niger, Sénégal, Côte d'Ivoire), en dehors des périodes des grandes fêtes religieuses. Les termes de l'échange bétail/céréales ont par ailleurs été favorables aux éleveurs dans plusieurs pays sahéliens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger), en raison de la baisse du prix des céréales.

Le secteur pastoral a été peu pris en compte dans les plans de soutien adoptés par les pouvoirs publics



Dans la plupart des pays, les pouvoirs publics ont mis en place des fonds nationaux de solidarité pour soutenir les secteurs de production économique affectés par la crise sanitaire. Cependant, à l'échelle régionale, la prise en compte du secteur pastoral dans ces plans de soutiens a été très faible. L'appui apporté au secteur pastoral a baissé encore davantage au niveau régional en janvier-février 2021 (18% de signalement contre 25% entre juin et décembre 2020).

La carte ci-dessous montre néanmoins que trois groupes de pays se distinguent en matière d'appuis fournis au secteur pastoral.



Carte 3 - Les appuis au secteur pastoral entre juin et décembre 2020.

Source : Consortium ACF-RBM, 2021

Au Niger, au Bénin et en Mauritanie, de nombreuses familles d'éleveurs ont par ailleurs bénéficié d'appuis dans le cadre de projets exécutés par le RBM et ses membres.

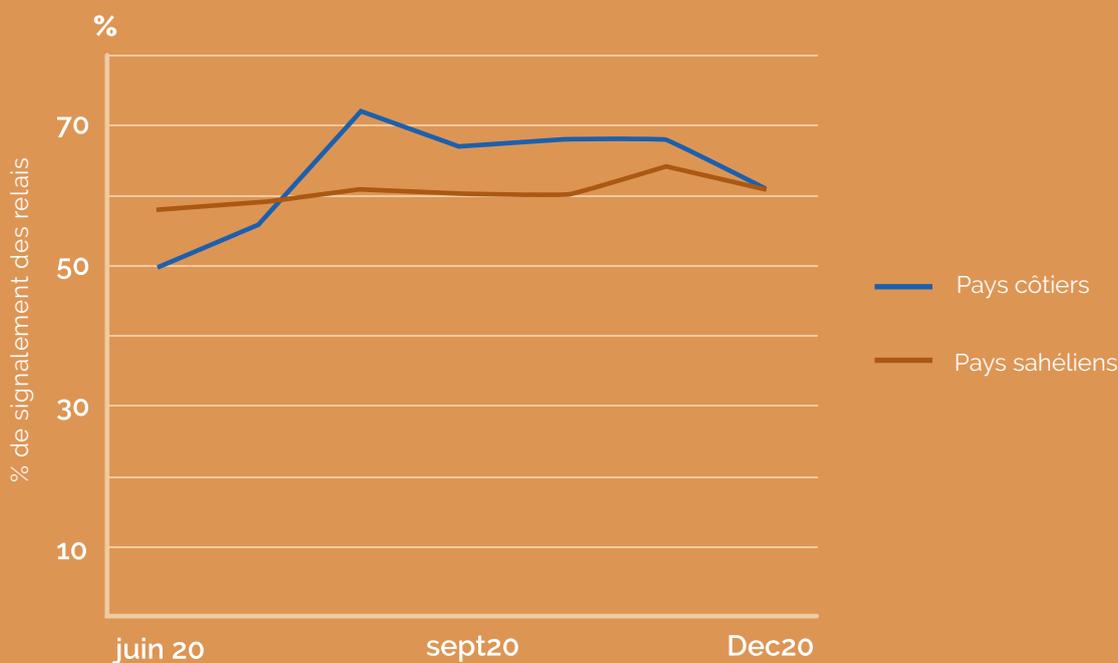
En matière d'appui au secteur pastoral, on peut noter plusieurs acquis majeurs :

- les dispositifs d'alerte qui ont fourni en temps réel des informations utiles sur la situation des ménages pastoraux ;
- la fourniture de soutiens, dans le cadre de projets et programmes, prenant en compte à la fois les besoins alimentaires des familles et ceux de leurs animaux.

Malgré des campagnes de sensibilisation efficaces, on observe un relâchement dans le respect des mesures barrières en milieu éleveur

Les campagnes d'information et de sensibilisation sur la pandémie de la Covid-19 ciblant les familles d'éleveurs se sont révélées d'une grande efficacité dans presque tous les pays, en particulier au début de la crise sanitaire.

Cependant, à partir du mois d'août 2020, on a assisté à un relâchement dans le respect des gestes barrières contre le coronavirus (organisation de réunions privées à l'occasion des cérémonies familiales et sociales). La proportion de relais signalant des rassemblements importants de personnes est plus élevée dans les pays côtiers que dans les pays sahéliens.



Graphique 2 - Évolution des rassemblements des personnes

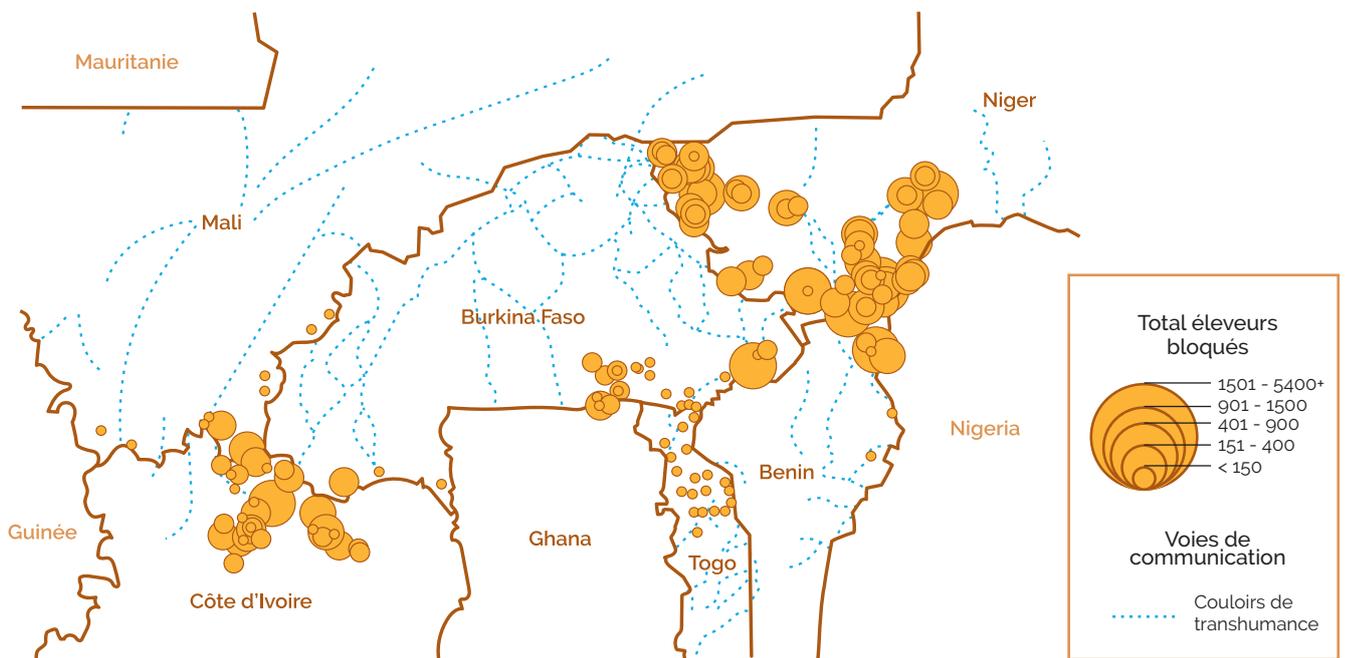
Source : Consortium ACF-RBM, 2021

À l'échelle régionale, l'afflux anormal de patients a augmenté entre les mois de septembre et décembre 2020. Il convient de souligner que cette période correspond à la saison sèche froide dans les pays sahéliens qui se caractérise généralement par une augmentation des afflux anormaux de patients souffrant de maladies chroniques.

L'insécurité reste le principal obstacle à la transhumance

La crise sanitaire liée au coronavirus a complexifié davantage la lutte contre le terrorisme, dans la mesure où elle impose aux pays de mobiliser un soutien renforcé sur de multiples plans (militaire, politique, institutionnel, économique et social), tout en combattant la pandémie. Plutôt que de régresser, les incidents

sécuritaires ont connu un regain de vigueur à la faveur de la crise sanitaire qui a créé un terreau fertile pour le terrorisme et l'essor de nouvelles formes de conflictualités. Des cas de razzias de bétail ont été signalés, notamment dans l'Ouest du Niger (région du Tillabéry) et le Nord du Mali (région de Gao).



Carte 3 - Éleveurs transhumants bloqués le long du Couloir Central de Transhumance

Source : Consortium OIM-RBM, 2021

En janvier-février 2021, les données collectées ont recensé 1,5 million d'animaux et 57 000 éleveurs bloqués le long du couloir central de transhumance, pour différentes raisons. L'insécurité reste le principal obstacle à la transhumance.

Les raisons de blocage des transhumants

43%

Raisons liées à l'insécurité
(itinéraire dangereux)

30%

Raisons liées au COVID-19
(restrictions pesant sur la mobilité du bétail)

26%

Autres raisons
interdiction d'entrée des transhumants sur le territoire; absence de pâturage sur l'itinéraire

L'interruption de la mobilité des troupeaux engendre des impacts et des risques multiples

31 % des éleveurs bloqués sur le terrain envisagent de rester dans les zones où ils se trouvent, alors que 69% d'entre eux prévoient de partir.

L'interruption de la mobilité des troupeaux engendre des impacts et des risques multiples (voir schéma ci-dessous).

Les principales conséquences de l'interruption de la mobilité des troupeaux



Impacts sur les transhumants

1

Surexploitation des ressources naturelles disponibles

2

Multiplication des dégâts causés par les animaux dans les champs non récoltés

3

Exacerbation des conflits entre éleveurs et agriculteurs



Impacts sur les familles d'éleveurs

1

Exposition aux maladies et fortes mortalités dans les troupeaux

2

Insécurité alimentaire

3

Perte de revenus



Impacts sur les communautés d'accueil

1

Diminution des ressources naturelles

2

Aggravation des conflits entre usagers des espaces ruraux

L'analyse des données collectées dans le cadre du dispositif de suivi du RBM sur les impacts de la Covid-19 sur les communautés pastorales met en exergue quelques recommandations clés :

Améliorer l'efficacité des mesures de lutte contre la Covid-19 en milieu éleveur



Mettre en place un système de suivi portant sur l'évolution de la pandémie de la COVID-19 en milieu pastoral, avec un focus sur le taux d'incidence des cas positifs dans les terroirs d'attache et les zones de repli des transhumants ;

Promouvoir des actions innovantes permettant d'intensifier les campagnes de sensibilisation par les radios rurales et la téléphonie mobile, et favoriser la mise à disposition des kits de protection collective et individuelle contre le coronavirus.

Favoriser la gestion des mouvements de transhumance



Accompagner les États sahéliers afin qu'ils puissent disposer d'outils appropriés et efficaces d'aide à la décision, notamment pour le comptage des animaux en déplacement et leur localisation, en vue d'améliorer la gestion des flux de transhumance transfrontalière du bétail entre le Sahel et les pays côtiers.

Favoriser une meilleure prise en charge du secteur pastoral



Suivre l'application des mesures politiques consacrées à l'accompagnement ou à la régulation du secteur pastoral, en vue d'évaluer leur niveau de mise en œuvre et d'apprécier leur impact socio-économique sur les populations qu'elles visent.



Sécuriser l'accès humanitaire aux zones pastorales

Garantir un accès sécurisé aux zones pastorales et aux couloirs de transhumance pour les éleveurs.



Encourager la prise en compte du genre et de l'inclusion sociale

Produire des données désagrégées par sexe dans le cadre des analyses portant sur le profil socio-économique des ménages pastoraux et leur niveau de sécurité alimentaire.

Lutter contre les feux de brousse

Intégrer des paramètres ayant trait aux feux de brousse et aux inondations dans le dispositif de veille informative du RBM ;

Conduire de campagnes de sensibilisation des communautés rurales sur les impacts écologiques et socio-économiques des feux de brousse dans les zones qui connaissent des feux récurrents ;

Etablir des collaborations entre les organisations d'éleveurs et les brigades de sapeurs-pompiers pour faciliter la traduction en justice des auteurs de feux provoqués de façon délibérée ;

Développer le plaidoyer des organisations d'éleveurs en faveur de l'intégration dans le cursus de formation des magistrats d'un module consacré à la lutte contre les feux de brousse ;

Entreprendre des démarches auprès des partenaires techniques et financiers, afin qu'ils soutiennent les initiatives d'aménagement de pare-feu promues par les collectivités territoriales ;

Attribuer aux collectivités territoriales une autorisation de fauche et de valorisation commerciale de la paille de brousse, en veillant à mettre en place un système de prélèvement d'une redevance destinée à financer le paquet d'activités identifiées.



Réalisé avec l'appui technique et financier :



TROIS FRONTIÈRES

Cette synthèse illustrée a été réalisée par Inter-réseaux Développement rural, sur la base de la Note d'analyse de l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les moyens d'existence des communautés pastorales du RBM.

Le **Réseau Billital Maroobé (RBM)** est un cadre régional de référence des éleveurs et pasteurs en Afrique de l'Ouest et du centre, qui œuvre pour la défense des intérêts de ses membres au plan économique, politique, social et culturel. Sa mission est de parvenir à une sécurisation de l'économie pastorale, en accompagnant les initiatives d'organisation et d'appropriation des innovations techniques, en œuvrant pour le rétablissement de l'équilibre écologie/ effectifs du cheptel.

www.maroobe.com

Inter-réseaux Développement rural est un réseau d'acteurs européens et africains d'horizons divers (organisations paysannes, ONG, chercheurs, experts, partenaires techniques et financiers, décideurs). Sa mission est de faciliter l'accès à l'information, le partage d'expériences et la mise en débat sur les enjeux du développement agricole et rural en Afrique de l'Ouest et du Centre.

<https://www.inter-reseaux.org/>

Crédits :

Image de couverture d'après photo RBM, 2020
Mise en page réalisée par Elisa Bastet

Novembre 2021